

La convention de l'UMP sur la laïcité accouche dans la douleur de 26 propositions sans grand relief

# La place de l'Islam en France : Un débat instrumentalisé qui a fait flop...

À quelques heures du débat ravageur de l'UMP sur la laïcité, mais en réalité sur l'Islam, Claude Guéant a fait une trouvaille. C'est l'accroissement du nombre des fidèles musulmans qui « pose problème » dans la société française. Le ministre de l'Intérieur, donc en charge des cultes, assène ce qu'il croit être une évidence comme un coup de massue. Y aurait-il donc un seuil de tolérance à ne pas dépasser? On comprend que SOS Racisme et le MRAP aient déposé plainte. Noël Mamère, l'un des leaders d'Europe-Ecologie, estime pour sa part que le ministre « parle Le Pen comme M. Jourdain faisait de la prose » c'est à dire sans le savoir. On peut pourtant en douter après tant de propos polémiques sinon provocateurs sortis de sa bouche. Par exemple quand il évoque cette fameuse « croisade » salvatrice menée en Libye ou bien le sentiment des « Français qui ne se sentent plus chez eux » face à l'immigration. Plus que des dérapages répétitifs, il semble

bien que l'éminence grise de l'Élysée se situe au cœur d'une stratégie électorale qui pointe du doigt l'Islam pour des raisons purement électorales. Certains y voient la patte de Patrick Buisson, un proche du Président, qui connaît bien l'extrême droite pour y avoir été très lié à l'époque où il dirigeait l'hebdomadaire « Minute ». Ses conseils avaient permis à Nicolas Sarkozy de siphonner une partie de l'électorat du Front National.

## Le Front National maître de l'agenda politique

Tout s'est emballé à nouveau le 10 décembre dernier, Marine Le Pen en campagne pour la présidence de son parti, se lâche dans l'islamophobie en comparant les « prières de rue » à la période sombre de « l'Occupation ». Tollé mais la dirigeante du Front National fait mouche sur un électorat qui se situe à la frange du FN et de l'UMP que Nicolas Sarkozy ne peut se permettre de perdre s'il veut l'emporter en 2012.

Marine Le Pen est désormais



sur la nécessité de lutter "contre un prosélytisme religieux agressif" sur le territoire national.

En réalité Nicolas Sarkozy, pour couper l'herbe sous les pieds de Marine Le Pen, décide d'ouvrir un débat sur l'Islam dont l'organisation sera confiée Jean-François Copé, le patron du parti qui, quelques semaines plus tôt, avait voulu relancer celui sur l'identité nationale.

Loin de ressouder la majorité, cette initiative va au contraire la diviser. Le message va se brouiller, plaçant Jean-François Copé en posture défensive. Il affirme alors qu'il n'a jamais été question d'un débat sur l'Islam mais « d'une réflexion sur notre pacte républicain ». Quelques jours auparavant il suggérait pourtant l'interdiction du prêche en arabe dans les mosquées. Inquiet, Alain Juppé demande alors un « cadrage » mais c'est trop tard. Depuis, la polémique ne cesse d'enfler.

## Foire d'empoigne

L'inquiétude puis la colère gagnent les responsables musulmans. Abdallah Zekri, responsable d'une section UMP du Gard et, par ailleurs, président de la fédération régionale du sud-ouest de la Grande mosquée, chargé de mission au Conseil Français du Culte Musulman (CFCM), déchire sa carte d'adhérent au parti majoritaire et appelle « tous les musulmans de l'UMP » à l'imiter. Pour Abderrahmane Dahmane, conseiller technique chargé de la diversité à l'É-

lysée et ex-secrétaire national à l'immigration à l'UMP, le parti de Copé est devenu « celui de la peste pour les musulmans ». Il est limogé le lendemain. De son côté, Marine Le Pen jubile: « Encore un petit débat, un petit blabla sur l'Islam, la laïcité et je pense effectivement que nous pourrions terminer à la présidentielle à 25 %... » La déroute des cantonales va faire le reste. Le « ni front républicain ni FN » prôné entre les deux tours par Nicolas Sarkozy et Jean-François Copé choque la gauche mais est également mal reçu par une partie de l'UMP. En dépit des consignes du Président de la République, François Fillon ou Nathalie Kosciusko-Morizet appelleront « à faire barrage au FN ».

Dans ce contexte le débat sur la laïcité ne pouvait plus tourner qu'à la foire d'empoigne symbolisée par l'affrontement entre François Fillon et Jean-François Copé. Le premier ministre se dit « très mal à l'aise » et provoque la colère du secrétaire général de l'UMP qui l'accuse publiquement de « ne pas jouer collectif ». Une première sous la Vème République entre le chef du gouvernement et celui de majorité. La fracture marque un clivage réel entre deux droites qui cohabitent tant bien que mal, et plutôt mal que bien, au sein de la majorité. La première pense qu'il faut d'abord se concentrer sur les sujets économiques et sociaux comme le demandent également les centristes. La seconde avec son noyau dur, le courant de « la droite populaire », tient un dis- >>>



maîtresse de l'agenda politique de la droite. On s'en rend compte le 10 février lors de l'émission « Paroles de Français » où le Président de la République se croit obligé de parler de « l'intégration des musulmans ». Si le chef de l'État estime que « nos compatriotes musulmans doivent pouvoir vivre, pratiquer leur religion comme n'importe lequel de nos compatriotes » il voit « clairement un problème », constate « l'échec du multiculturalisme » et insiste

